

AFFAIRE KHALIFA

La Cour suprême temporise

La Cour suprême a finalement décidé de renvoyer au 15 décembre l'examen du dossier relatif au procès de Abdelmoumène Raffik Khalifa.

Il faudra donc encore attendre pour savoir de quelle manière les autorités politiques et judiciaires comptent faire avancer un dossier qui n'en finit pas de traîner.

En juin dernier, la Cour suprême avait déjà renvoyé au 22 septembre le prononcé de sa décision qui devait faire suite aux pourvois en cassation introduits. Ces mêmes pourvois qui sont consécutifs au verdict du tribunal criminel près la cour de Blida dont le prononcé a eu lieu le 26 mars 2007. Alors que les mémoires des avocats ont été déposés depuis plus de quatre ans, la Cour suprême semble jouer la montre en l'absence de visibilité sur ce dossier.

Bien qu'il concerne 94 accusés, le dossier judiciaire de l'affaire Khalifa se prolonge aussi bien sur le plan politique intérieure que sur les rapports algéro-britanniques et algéro-français.

Toute décision que prendra la Cour suprême aura des conséquences immédiates sur l'attitude des accusés qui se sont pourvus en cassation en Algérie, mais surtout sur toutes les personnes condamnées par contumace avec à leur tête Abdelmoumène Raffik Khalifa. Sous le coup d'un jugement portant sur son extradition, Khalifa a introduit un pourvoi auprès de la Haute Cour qui n'a pas encore fixé de date pour son audition. Fait peu ordinaire, le retard mis par la Haute Cour britannique peut s'expliquer par le souci de cette dernière de voir comment allait réagir la Cour suprême en Algérie pour bénéficier d'un indicateur sur l'attitude des autorités algériennes. D'autant que des déclarations récentes sont venues éclairer d'un jour nouveau certains faits. Les interventions de deux anciens ministres, Abdelatif Benachenhou, qui fut en charge du portefeuille des finances au moment de l'éclatement de l'affaire Khalifa, et Ali

Benouari, ancien délégué au Trésor, ont, en effet, permis d'accréditer la thèse que le démantèlement du groupe avait été décidé en haut lieu puis mise à exécution.

Ali Benouari est encore plus explicite dans la mesure où il accuse directement le pouvoir politique français d'avoir fait pression sur les Algériens pour mettre en œuvre la mise à mort du groupe Khalifa. Benouari explique cette attitude par le refus catégorique de la France d'imaginer que Raffik Khalifa puisse un jour entrer dans le capital de la banque française Société Générale.

La thèse de Ali Benouari pourrait a posteriori expliquer que les premiers coups de semonce contre Khalifa aient été tirés par la presse française sur instigation de l'Elysée.

Abdelatif Benachenhou évoque, quant à lui, le veto catégorique mis par certains contre la nationalisation du groupe et la récupération de ses actifs. La



Abdelmoumène Khalifa.

Photo : Samir Sid.

pression était trop forte et l'objectif était de parvenir à une liquidation pure et simple des entreprises du milliardaire. «Certaines voix demandaient de radier le nom de Khalifa des registres de l'Histoire», ajoute Benachenhou pour enfoncer le clou.

Mystère et réaction

Cependant, et même si elles apportent des éléments supplémentaires, les déclarations de Benachenhou et Benouari sur le dossier Khalifa ne manquent pas d'intriguer. Les observateurs s'interrogent d'abord sur le moment

choisi et sur la qualité des personnes à l'origine de ces déclarations.

L'affaire date de plus de 7 ans durant lesquels ces éléments n'ont été portés ni à la connaissance de l'opinion publique ni à celle de la justice.

Par ailleurs, aussi bien Benachenhou que Benouari ne sont pas connus pour être des «opposants», le premier nommé étant encore conseiller économique du président Bouteflika.

Alors y a-t-il une volonté des autorités politiques de se débarrasser du dossier en mettant tout sur le dos de «certaines voix» qu'il restera à déterminer ou sur celui de la France de Chirac ?

En attendant d'y voir plus clair, les avocats de Abdelmoumène Khalifa auraient, selon des sources fiables, demandé que la justice britannique entende les deux ex-ministres. Ils auraient, d'autre part, demandé des explications aux autorités françaises sur les déclarations de Ali Benouari.

Hani M.

CRÉATION DE FONDS SOUVERAINS

Le oui mais des experts

L'Algérie a-t-elle intérêt à créer un fonds souverain ? Même les experts convaincus de cette nécessité sont nuancés : ils estiment qu'un tel projet nécessite des préalables qui ne sont pas tous réunis.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) -

La question devenue récurrente a fait hier l'objet d'un débat initié par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care).

Abdeldjalil Bouzidi, docteur en économie, dans une intervention autour du thème «Fonds souverains : mythes et réalités» a affirmé que le développement d'un fonds souverain nécessite l'existence d'une vision claire de la direction que les politiques veulent donner au pays. Mais en l'absence de cette vision, faudra-t-il s'abstenir de créer ce fonds ? Non, répond-il

convaincu que la pyramide pouvait être inversée et que si la volonté politique était forte, la création d'un fonds souverain était possible. Une création qui, si elle devait être validée par les pouvoirs publics, se heurterait au problème de la ressource humaine. L'expert pense que «ne peut s'improviser gestionnaire d'actifs qui le veut et du jour au lendemain». Un avis que partageaient hier un nombre de spécialistes présents à la rencontre organisée par le Care. La clé de la réussite résiderait, selon eux, dans un bon management et une bonne

gouvernance. Estimant le fonds souverain un outil «comme un autre», certains intervenants ont regretté que le débat en Algérie prenne l'allure d'un débat doctrinal et culturel. Les pouvoirs publics ont en effet adopté des positions des plus contradictoires à ce sujet. Chakib Khelil, alors ministre de l'Energie et président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), n'avait pas exclu que l'Algérie se dote de fonds publics d'investissements dits fonds souverains, dans quatre à cinq ans. La mise en place d'un fonds d'investissements pour gérer la manne pétrolière est une «option valable» déclarait-il avant que le ministre des Finances, Karim Djoudi, ne ferme la porte à

une telle éventualité. Le ministre des Finances a exclu l'option de s'investir dans les fonds souverains annonçant une réflexion qui a pour but de parvenir à une gestion beaucoup plus dynamique des placements de l'Algérie à l'étranger. Faisant valoir le principe de prudence, le ministre des Finances expliquait alors que le choix de l'Algérie était de limiter le risque de perte en capital «quitte à tirer moins de rendement.

Et pour cela, l'investissement de l'Algérie se fait dans des actifs d'Etat et non pas dans des actifs privés de type fonds souverains» répondait-il à une question relative aux placements des avoirs de l'Algérie à l'étranger.

N. I.

BENBOUZID À PROPOS DE LA MENACE DE GRÈVE DES SYNDICATS

AUTONOMES DE L'ÉDUCATION NATIONALE :

«Le gouvernement est disposé à ouvrir le dialogue avec tous les syndicats»

Saura-t-on dissiper, avant la mi-octobre, le spectre de grève qui plane toujours sur le secteur de l'éducation, rongé, faut-il le noter, par un profond malaise qui perdure depuis plusieurs années ? A en croire les déclarations de M. Benbouzid, ministre de l'Education nationale, qui était hier en visite de travail à Constantine, «rien ne s'y oppose, le gouvernement est disposé à ouvrir le dialogue avec tous les syndicats».

«Le gouvernement est disposé à ouvrir le dialogue avec tous les syndicats du secteur de l'éducation nationale. Nous avons jusqu'au 15 octobre pour trouver une solution qui doit servir de consensus. Tout va être réglé», a martelé le ministre de l'Education nationale qui s'exprimait devant un parterre d'enseignants du technicum Tewfik-Khaznadar. Et d'ajouter dans la foulée, confiant.

«Demain (aujourd'hui, ndlr), on commencera à négocier les points contenus dans la plateforme de revendications des enseignants. Nous allons comparer les salaires secteur par secteur et donner ce qui manque aux enseignants. On a une dizaine de jours pour dégager un consensus.» Une

déclaration qui, semble-t-il n'a pas trop emballé les enseignants qui ne croient plus aux promesses du MEN.

Et aux syndicalistes de déplorer dans ce sens «l'attitude de la tutelle, qui, insistent-ils, ne tient pas compte des engagements pris concernant nos doléances maintes fois réitérées». Revenant sur la question des œuvres sociales, point de discord entre les syndicats autonomes et le département de l'Education, le ministre a réaffirmé que «la gestion des œuvres sociales n'est plus du seul ressort de l'UGTA».

«Le MEN a opté, explique-t-il, pour la décentralisation de la gestion des œuvres sociales.

Reste maintenant en suspens la question de confier la gestion aux commissions des établissements scolaires ou à des commissions de wilaya, cela est du ressort des syndicats auxquels incombe cette décision.

Je ne suis qu'un facilitateur.» Cela étant, a-t-il ajouté, «d'ici un mois, si aucune solution n'est trouvée, je serais amené à faire des élections au niveau des établissements pour permettre aux intéressés de décider de la méthode la plus appropriée».

Farid Benzaid



Benbouzid prêt pour une solution qui fera consensus.

Photo : Samir Sid.